



## L'industrie agroalimentaire doit céder la place aux vraies solutions à la crise climatique

Par [Grain](#)

Thème: [Environnement](#), [Transnationales](#)

Mondialisation.ca, 26 septembre 2019

[grain.org](http://grain.org)

*Les grandes sociétés de l'agro-industrie et de l'alimentaire cherchent désespérément à donner l'impression qu'elles font partie de la solution à la crise climatique. Mais il est impossible de concilier ce qui est nécessaire pour soigner notre planète avec leur attachement irréductible à la croissance.*

Le sommet des Nations Unies sur l'action climatique de cette semaine sera délicat pour les PDG du secteur agro-industriel. Avec des incendies de forêt qui font rage en [Amazonie](#), un [nouveau rapport](#) accablant sur le système alimentaire publié par le Groupe d'experts sur le climat (GIEC) et des millions de jeunes dans les rues réclamant l'arrêt des combustibles fossiles et des fermes industrielles, il sera difficile pour les plus grandes sociétés agro-industrielles et alimentaires du monde de s'en sortir avec une nouvelle série d'engagements volontaires sur une réduction de leurs énormes émissions.

Lors du dernier sommet de l'ONU sur le climat, qui s'est tenu il y a cinq ans à New York, l'agro-industrie a ébloui tout le monde avec deux initiatives sur la déforestation et l'agriculture, qui ont maintenant toutes deux tourné au désastre.

Leur initiative sur la déforestation, une [Déclaration de New York sur les forêts](#), défendue par le plus gros acheteur d'huile de palme au monde, Unilever, était censée faire sensiblement reculer la déforestation tropicale. Au lieu de cela, les taux de perte de couvert forestier ont [explosé](#), l'Amazonie est en flammes et un [nombre record](#) de meurtres a frappé ceux qui tentent de défendre les forêts contre les sociétés agro-industrielles. Nous apprenons maintenant que le Cerrado brésilien, haut lieu de la biodiversité comparable à l'Amazonie et l'une des principaux champs d'expansion pour l'agro-industrie, [brûle également à un rythme record](#). La responsabilité en incombe à l'agro-industrie, mais également aux grandes sociétés financières internationales qui ont acheté de vastes étendues de terres dans le Cerrado et les ont converties en méga-fermes, comme le [fonds de pension national suédois](#), [Blackstone](#) ou le fonds de dotation de [l'Université Harvard](#).

L'autre initiative du dernier sommet, une Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, était [l'œuvre de Yara](#), le premier producteur mondial d'engrais azotés et l'un des pires émetteurs de gaz à effet de serre de la planète. C'était la réponse médiatique de l'industrie des engrais au mouvement grandissant en faveur d'une solution climatique basée sur une agriculture agro-écologique sans engrais. Le subterfuge a fonctionné pendant quelque temps. La production mondiale d'engrais azotés [a augmenté régulièrement](#) au cours des quelques années qui ont suivi. Cependant, le dernier rapport du GIEC a révélé que les engrais azotés représentaient l'un des facteurs les plus dangereux et les plus sous-

estimés contribuant à la crise climatique, et de [nouvelles recherches](#) montrent que le secteur a largement sous-estimé ses propres émissions.

En ce moment même, des militants pour le climat [se mobilisent en Allemagne](#) pour la première action climatique de masse contre Yara et l'industrie des engrais. Les manifestants ciblent Yara en raison de ses efforts de lobbying de plusieurs millions d'euros visant à verdir l'image de l'agriculture industrielle, qui est, selon eux, l'un des principaux facteurs de la dégradation du climat.

Les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers sont également en difficulté. Ces sociétés, telles que Tyson, Nestlé et Cargill, ont des [niveaux d'émissions](#) proches de leurs homologues du secteur des combustibles fossiles. Les 20 plus grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers émettent plus de gaz à effet de serre que l'Allemagne, le premier pollueur climatique européen. Toutefois, aucune de ces entreprises n'a de plans d'action crédibles pour réduire ses émissions et seules quatre des 35 plus grandes sociétés publient leurs émissions ! Au lieu de prendre des mesures significatives pour réduire la production, plusieurs sociétés ont fait tout un battage médiatique au sujet de leurs modestes investissements dans des alternatives à base de protéines végétales. Les gens ne sont pas dupes. À la veille de la grève mondiale contre le changement climatique de la semaine dernière, plus de 200 représentants d'organisations de peuples autochtones, de travailleurs, d'universités et d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains ont adopté une [déclaration historique](#) qui plaçait « l'industrie des combustibles fossiles et l'agro-industrie » [...] « au cœur de la destruction de notre climat ».

Les grandes sociétés du secteur alimentaire et agro-industriel cherchent désespérément à donner l'impression qu'elles font partie de la solution. Mais il est impossible de concilier ce qui est nécessaire pour soigner notre planète avec leur engagement inébranlable en faveur de la croissance. Nous ne pouvons pas faire face à la crise climatique si ces entreprises sont autorisées à continuer à acheter, transformer et vendre de plus en plus de produits agricoles, qu'il s'agisse de viande, de lait, d'huile de palme ou de soja. Ce sont leurs immenses chaînes d'approvisionnement qui génèrent les émissions catastrophiques du système alimentaire qui, selon le GIEC, représentent jusqu'à 37 % des émissions anthropiques mondiales de gaz à effet de serre.

Cependant, si nous regardons au-delà des communications médiatiques des géants de l'agro-industrie et de l'alimentation, nous verrons qu'il existe de nombreuses solutions réelles qui peuvent parfaitement nourrir la planète. Toutes sortes d'alternatives fleurissent un peu partout, en particulier dans les pays du Sud, où les petits agriculteurs et les systèmes alimentaires locaux fournissent encore jusqu'à 80 % de la nourriture que consomment les populations. Le système alimentaire industriel n'existe aujourd'hui que grâce au soutien des gouvernements, qui marchent au rythme des lobbyistes des entreprises. Les subventions publiques, les accords commerciaux, les allègements fiscaux et les réglementations favorables aux entreprises, tout est destiné à soutenir les grandes entreprises du secteur agro-industriel et alimentaire – et à faciliter la criminalisation croissante des communautés touchées, des défenseurs des droits fonciers et des collecteurs de semences indépendants résistant à ces entreprises sur le terrain. Nous devons de toute urgence exclure le secteur agro-industriel et demander aux gouvernements de transférer leur aide aux petits producteurs alimentaires et aux marchés locaux afin de pouvoir réellement nous faire échapper à un effondrement de la planète.

La source originale de cet article est [grain.org](http://grain.org)

Copyright © [Grain](http://Grain), [grain.org](http://grain.org), 2019

---

Articles Par : [Grain](http://Grain)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)